

# Comment le piège s'est refermé sur Varoufakis: les cinq extraits décisifs

---

 [mediapart.fr/journal/international/130320/comment-le-piege-s-est-referme-sur-varoufakis-les-cinq-extraits-decisifs](https://mediapart.fr/journal/international/130320/comment-le-piege-s-est-referme-sur-varoufakis-les-cinq-extraits-decisifs)

Martine Orange, *Mediapart*, 13 mars 2020

Le 25 janvier 2015, Syriza emporte une victoire historique. Le parti de gauche rate à deux sièges près la majorité absolue au Parlement grec. Mais cette victoire, comme le reconnaîtront les principaux dirigeants du mouvement par la suite, est moins due au succès de leurs idées qu'à l'échec des plans d'austérité imposés à la Grèce par l'Europe et à la révolte de la population.

Depuis 2010, Athènes est sous le contrôle total de ses créanciers européens. Commission européenne, Banque centrale européenne (BCE) et Fonds monétaire international (FMI) ont été appelés à la rescousse pour superviser la remise en ordre économique du pays. Sous l'égide de cette Troïka, honnie par les Grecs, un programme d'austérité et de dévaluation interne, de réformes structurelles ininterrompues leur est administré. Mais les plans de sauvetage financés par les Européens ont été conçus pour sauver les banques allemandes et françaises, pas le pays.

Le résultat est consternant. Entre 2010 et 2014, le PIB du pays a chuté de plus de 25 %. Les salaires réels ont connu une baisse de plus de 25 %. Le taux de chômage dépasse les 27 %. Plus de 400 000 Grecs ont quitté le pays pour chercher du travail ailleurs. Les retraites ont été diminuées de 40 %, comme toutes les prestations sociales tandis qu'impôts et taxes se sont envolés. À la suite de cet effondrement économique, les finances publiques plongent, l'endettement explose, mais la Troïka continue d'exiger un excédent budgétaire de 4,5 % par an pour assurer le remboursement des dettes. « *En dehors de la grande dépression aux États-Unis dans les années 1930, jamais pays n'a connu un tel effondrement* », ont constaté depuis nombre de travaux économiques

La promesse de campagne faite par Syriza est d'en finir avec la Troïka et de renégocier un programme afin de permettre à la Grèce de se redresser et de retrouver sa souveraineté.

Mais les responsables européens ne l'entendent pas ainsi. « *Les traités l'emportent sur les élections* », avait déjà prévenu Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne. Instance informelle, l'Eurogroupe devient pendant cette période le lieu de l'affrontement entre la position intransigeante des pays de la zone euro, qui se considèrent comme créanciers et le nouveau gouvernement grec, jugé débiteur. « *Les*

*institutions européennes ont fait preuve de radicalisme en refusant d'adapter un plan qui devait l'être. L'Eurogroupe voulait dompter le gouvernement grec, le forcer à renoncer à ses engagements politiques, l'obliger à rentrer dans l'épuration du plan tel qu'il avait été conçu », se souvient un des témoins de l'époque.*

Nouveau ministre des finances grec, Yanis Varoufakis, universitaire et économiste, se retrouve au cœur du conflit. Il agace beaucoup ses collègues par ses côtés donneur de leçons, par son aspect rock star. « *Le « système » attaqué par Varoufakis n'était pas le capitalisme mais la fixation de l'Europe et de ses collaborateurs en Grèce et au-delà, d'une austérité moribonde et dysfonctionnelle* » relève Adam Tooze dans son livre *Crashed*, ouvrage de référence sur la crise de 2008 et la décennie qui s'en est suivie.

Dans un livre *conversations entre adultes*, puis dans le film de Costra Gavras *Adults in the room*, Yanis Varoufakis a longuement raconté ces six mois de crise sur cette crise grecque mais plus largement européenne qui, au-delà des problèmes économiques, financiers et monétaires, posait le problème de fond de la souveraineté démocratique.

Aujourd'hui, Yánis Varoufákis a décidé de rendre publics les enregistrements sauvages qu'il a réalisés à partir du 24 février 2015 lors des réunions de l'Eurogroupe. Derrière des conversations policées et techniques se cache une détermination politique de fer : faire plier la Grèce et au-delà donner le signal que tout programme électoral dans les pays dans la zone euro ne saurait sortir des règles et du carcan des traités. « *L'issue était inéluctable. C'était soit la capitulation, soit la sortie de l'euro* », dit ce même témoin.

Retour par le biais d'extraits de ces enregistrements sur ces six mois où l'Europe a liquidé ses valeurs.



Mario Draghi président de la BCE et Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe le 20 février 2015. © Dursun Aydemir/ AFP

## **24 février – Draghi : « Pas de changement dans les réformes et les engagements pris »**

La réunion du 24 février de l'Eurogroupe est une rencontre par vidéoconférence (ce qui explique les signaux sonores signalant la mise en connexion des différents participants). Elle est censée n'être qu'une réunion technique, faisant suite à l'accord qui est intervenu le 20 février entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec. Les responsables européens ont accepté de prolonger les lignes de crédit dont bénéficie Athènes pendant quatre mois de plus. Ils se disent prêts aussi à aménager certaines modalités du Memorandum of Understanding (MoU), (accord signé avec la Troïka par les gouvernements grecs précédents dans le cadre des deux plans de sauvetages), comme le demande le gouvernement d'Aléxis Tsípras.

Celui-ci a présenté déjà plusieurs pistes d'aménagement. Outre le fait qu'il ne veut plus voir les membres de la Troïka, érigés en sorte de proconsuls, dans les murs de ses ministères, il demande de revenir sur les exigences posées de réaliser un excédent budgétaire de 4,5 %, jugé par beaucoup, y compris le FMI, comme irréaliste, mais imposé par l'Eurogroupe comme la garantie nécessaire pour rembourser ses dettes. L'abaissement de cette contrainte lui permettrait notamment de mettre en place « *un filet social minimal pour les plus pauvres* » durement touchés par les programmes d'austérité. Alors que la Grèce doit rembourser 5,2 milliards d'euros au FMI en juillet, le gouvernement demande de pouvoir récupérer les plus-values réalisées par la BCE sur l'achat de sa dette en 2010, comme cela été prévu à l'origine. Enfin, il demande que l'Eurogroupe l'aide à stabiliser son secteur bancaire et financier au bord de l'asphyxie compte tenu de l'accumulation de crédits non remboursables liés à la multitude de faillites personnelles et d'entreprises provoquées par ces cinq ans de récession et d'austérité.

Après une brève présentation d'étape de Valdis Dombrovskis, commissaire européen chargé de l'euro et de Pierre Moscovici, commissaire européen en charge du marché unique, c'est Mario Draghi qui prend la parole en premier. Le président de la BCE vient de prendre une double mesure exceptionnelle. Après des années d'hésitation, le 22 janvier 2015, la BCE a mis en place une politique d'assouplissement monétaire (Quantitative easing (QE) – rachats d'obligations souveraines) de 60 milliards d'euros par mois, politique à laquelle s'opposaient les Allemands et plusieurs pays de l'Europe du Nord, au nom de la neutralité monétaire. Puis le 4 février, celle-ci a annoncé qu'elle n'acceptait plus les titres grecs déposés par les banques, compte tenu de leur mauvaise qualité.

Cette double décision a pour effet de prendre le gouvernement grec en étau. D'un côté, celui se voit priver du bénéfice du QE, bien que les difficultés de la Grèce aient été un des motifs du lancement de cette politique et de menacer le pays et les banques grecques d'une crise de liquidité, ces dernières ne pouvant avoir accès qu'aux seuls crédits

d'urgence. De l'autre, le QE offre une protection à tous les autres États membres de la zone euro et évite les effets de contagion, ce qui les autorisera par la suite à adopter des positions de plus en plus dures sans risquer de contrecoups financiers.

## Les dettes doivent être payées

---

Après la mise en place de ce dispositif, Mario Draghi, comme président de la BCE et membre de la Troïka, se sent autorisé à parler fort.

### Traduction

- *Il était impossible dans un délai si court que le gouvernement grec revienne avec des mesures et des engagements concrets qui auraient pu nous permettre, nous institutions et spécialement la BCE, d'évaluer leur impact sur la croissance, les finances publiques, la stabilité financière. Je remarque que les engagements présentés par les autorités grecques diffèrent des engagements existants [pris dans le cadre du MoU – ndlr] dans un grand nombre de domaines. Cela dit, la liste envoyée par les autorités grecques couvre un grand nombre de réformes dans de nombreux domaines, et dans ce sens, présente une approche qui marque un premier pas vers des conclusions positives de la revue. Permettez-moi cependant quelques remarques supplémentaires :*
- *Nous comprenons, à la suite de la décision de l'Eurogroupe prise vendredi dernier [le 20 février – ndlr] que la liste ne remet pas en question le fait que les dispositions actuelles et les engagements existants pris dans le cadre du MoU et du FESF [fonds européen de stabilité financière – ndlr] restent la base de cette revue. Dans les cas où la liste dévierait du [cadre fixé par] le MoU ou le FESF, nous estimons que nous accepterons parmi les mesures ajoutées par les autorités grecques que celles qui sont de meilleure qualité ou de qualité comparable que celles prévues par le programme. Nous apprécierions aussi que les autorités grecques prennent des engagements publics clairs sur le fait qu'il n'y aura aucun recul sur les réformes et les engagements existants dans tous les domaines mentionnés dans la liste. Toute nouvelle mesure ou toute nouvelle loi dans ces domaines ne seront mis en œuvre qu'une fois que celle-ci aura été acceptée par les trois institutions. Malheureusement, nous continuons à entendre des messages différents entre ce qui est dit au public grec et ce qui est dit à l'Eurogroupe.*
- *Deuxième point au sujet des paiements. Nous attendons dans les prochains jours des messages très clairs des plus hauts niveaux des autorités grecques sur leurs engagements en ce domaine. Premièrement, il n'y aura aucune d'initiative de la Grèce pour différer les versements prévus et tout changement devra être discuté et approuvé par les trois institutions. Deuxièmement, aucun moratoire sur les saisies de résidences [pour non-paiement des crédits – ndlr] et aucune restriction qui pourrait compliquer la situation des banques dans la gestion de leurs mauvaises créances ne sera adoptée. Je pense qu'il est dans l'intérêt de la Grèce d'avoir un système bancaire viable. Si les banques ne sont pas saines, elles ne font pas de crédit.*

Cette intervention de Mario Draghi fixe le cadre dans lequel les six mois de discussions à venir vont se dérouler. D'emblée, le président de la BCE referme la porte qui avait été à peine entrouverte quatre jours auparavant à une possibilité de renégociation du

programme d'austérité imposé par la Troïka : toutes les discussions doivent s'inscrire dans les règles du MoU. Aucune révision d'un plan qui a lamentablement échoué n'est possible. Les seuls aménagements envisageables ne peuvent être qu'à la marge. Le gouvernement est sommé de renoncer à toutes les promesses électorales faites par Syriza d'aménager le programme afin de protéger un peu plus pauvres, notamment au programme d'expulsion des familles qui ne peuvent plus faire face au remboursement de leur crédit.

De même, alors que la Grèce doit assumer le remboursement de plus de 9 milliards d'euros dans l'année, il exclut toute aide ou toute possibilité d'aménagement. Le pays doit faire face à ses échéances sous peine d'être exclue de la zone euro.

Ce discours, qui semble être technique, est fait totalement politique. Toutes les considérations économiques sont écartées par avance. La Grèce n'a d'autre choix que se conformer aux règles et aux textes. Par cette intervention, le président de la BCE s'aligne sur la position dure défendue par le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble : au nom des principes et de la rigueur morale, les dettes doivent être payées quel qu'en soit le coût.

*« Le sentiment général de l'Eurogroupe était que les gouvernements grecs n'avaient pas fait ce qu'il fallait, ce qu'ils s'étaient engagés à faire. Schäuble le disait ainsi : "les Grecs prennent des engagements mais ne les tiennent jamais." Et objectivement, ils ne les avaient pas tenus »,* explique aujourd'hui Michel Sapin, ancien ministre des finances pour justifier cette intransigeance. Ce jour-là, l'Europe cependant assume qu'elle peut s'asseoir à nouveau sur des suffrages démocratiques, elle n'est plus qu'une association de créanciers et de débiteurs.



Michel Sapin, Jeroen Dijsselbloem et Christine Lagarde, alors directrice du FMI en juin 2015. © Emmanuel Dunand/ AFP

24 avril - « Un nouveau plan d'aide est inévitable », dit le FMI

Deux mois se sont passés depuis l'accord signé entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec pour prolonger le deuxième plan d'aide. Mais les négociations piétinent. Les responsables européens s'impatientent de ne pas voir les réformes promises mises en œuvre et s'énervent de voir surgir des propositions du gouvernement de Syriza qui leur paraissent être des retours en arrière. De son côté, Yánis Varoufákis tente de desserrer l'étau des contraintes, en avançant des projets comme la lutte contre la fraude fiscale, le rachat des obligations grecques détenues par la BCE par le fonds de stabilité financière afin de dégager quelques marges de manœuvre pour mettre en place des mesures sociales pour les personnes les plus touchées par la crise. Refus de l'Eurogroupe qui veut un plan complet listant toutes les mesures, celles-ci ne pouvant être que des aménagements à la marge par rapport au MoU signé précédemment.

Une seule avancée a été constatée durant ce laps de temps, selon Yánis Varoufákis : il a passé un accord avec Pierre Moscovici afin que les technocrates de la Troïka, devenus les bêtes noires de la population grecque, ne viennent plus à Athènes où ils exigeaient de rencontrer les ministres et imposer leur politique. Toutes les discussions doivent se tenir désormais à Bruxelles. Interrogé aujourd'hui, Pierre Moscovici conteste cette version. C'était 2014, au moment de la mise en place de la nouvelle commission présidée par Jean-Claude Juncker, qu'il aurait décidé avec ce dernier que les « *contacts politiques devaient être réservés aux politiques* » et que les hauts fonctionnaires de la Troïka ne devaient avoir qu'un rôle technique. (voir entretien).

C'est dans ce contexte de tension que s'ouvre la nouvelle réunion de l'Eurogroupe à Riga (Lettonie). C'est le sommet qui marque la rupture entre les responsables de l'Eurogroupe et Yánis Varoufákis.

Après une présentation brève de la situation par Pierre Moscovici, c'est Poul Thomsen qui prend la parole. Il est le représentant du FMI depuis le début de la crise grecque. Arrivé à Athènes en 2010 où il a supervisé tous les plans d'aide, il est devenu à partir de novembre 2014 directeur adjoint du département Europe de l'institution, ce qui l'amène à gérer à la fois le dossier grec et le dossier ukrainien. Défenseur de l'austérité budgétaire, des réformes structurelles, des privatisations, il est devenu le symbole des politiques imposées par la Troïka, s'inscrivant même en contradiction avec des positions d'autres responsables du FMI dont Olivier Blanchard, alors économiste de l'institution qui dès 2013 dénonceront l'échec patent des plans d'aide de la Grèce, plus destinés à sauver les banques allemandes et françaises que le pays.

## « Nous demanderons un allègement de la dette »

---

Mais ces constats et ces critiques émeuvent peu Poul Thomsen. L'important, pour lui, est de tenir la ligne, de respecter les engagements pris, d'imposer les réformes arrêtées,

bien que le FMI , dès cette époque, ait déjà fait savoir qu'il voulait sortir du dispositif d'aide à la Grèce.

### *Traduction*

- *Je suis d'accord avec les remarques faites par Pierre (Moscovici) et Mario (Draghi). Je suis d'accord que les discussions témoignent d'une bonne volonté [de la part du gouvernement grec – ndlr] et sont plus ouvertes. Mais je veux être aussi très clair : nous avons de très grandes divergences de vue sur tous les sujets clés. Permettez moi de les aborder un par un.*
- *Le budget. Sur le budget, nous trouvons dans la situation où nous n'avons aucun chiffre définitif pour 2014. Mais il apparaît évident que l'équilibre budgétaire ne sera pas réalisé , que l'objectif de 1,5 % [d'excédent budgétaire – ndlr] ne sera pas atteint en raison des reculs du précédent gouvernement l'année dernière, particulièrement à partir du deuxième semestre de l'année dernière. On n'a cessé de reculer. Nous aurons peut-être un léger déficit sur l'année. Maintenant, le nouveau gouvernement ne nous a pas présenté le nouveau budget pour 2015. Nous avons été dans l'incapacité d'avoir cette discussion. Mais ils ont dit qu'ils voulaient réviser un certain nombre de sujets. Par exemple, les retraites. La révision pourrait porter sur des montants représentant 1 % du PIB , si on prend en compte le treizième mois pour les retraites. Si on additionne toutes les propositions qui ont été mises sur la table sans avoir le bénéfice d'une vue d'ensemble d'un budget « compréhensif » présenté par le gouvernement, nous pensons que nous allons vers un déficit de 1 % à 1,5 % au lieu d'un objectif d'un excédent de 3 % . Nous sommes devant un énorme fossé entre ce qui avait été arrêté et la réalité. Nous devons sans doute d'ores et déjà reconnaître que l'objectif de 3 % n'est pas atteignable cette année.*
- *Sur les réformes structurelles dont j'avais besoin pour nous amener là où je voulais que nous soyons dans les deux prochaines années. Réforme des retraites, réforme de l'administration fiscale... tout va dans la mauvaise direction. Nous avons besoin d'avoir cette discussion avant d'établir des objectifs raisonnables sur le moyen terme. Comme d'autres l'ont déjà dit, les réformes du marché du travail marquent un retour en arrière. De même, les réformes sur la production, sur le secteur financier. Il y a déjà certains renversements qui ont été adoptés notamment pour les professions réglementées.*
- *Nous avons des différences majeures. Je pense que c'est important d'insister sur ce point. Je dois vous avertir ce que cela signifie de notre point de vue. Cela signifie qu'il y a six mois encore, nous pensions que la Grèce pourrait retourner sur les marchés et qu'il n'y aurait pas besoin de fonds supplémentaires. Maintenant, il y aura un nouveau besoin de fonds et pour des montants significatifs. Deuxièmement, jusqu'à ces six derniers mois, nous pensions qu'il y n'aurait pas besoin d'allègement de dette. Nous pensions que les objectifs étaient atteignables. Maintenant, si nous dévions d'une façon ou d'une autre par rapport au programme existant, que ce soit sur les privatisations, sur les réformes, sur le budget, nous demanderons un allègement significatif de la dette de la part de l'Europe pour s'assurer que le plan est soutenable. Vous devez avoir cela en tête alors que nous avançons. Ne dites pas plus tard que je vous ai pris par surprise.*

- *Qu'est ce qui doit être fait maintenant ? Je pense vraiment que la procédure doit être améliorée. Nous sommes encore dans la situation où nos chefs de mission ne sont pas autorisés à se coordonner avec les administrations à Athènes. Ils attendent assis dans une chambre d'hôtel. Quand nous avons des discussions il y a quatre ou cinq ans, nous les avons avec les ministres et les hauts fonctionnaires. Pas une fois dans le groupe de travail nous avons parlé aux ministres. Ce n'est jamais arrivé. Il y a besoin de négociations pourtant dans cette procédure. Mais à ce stade, nous ne négocions pas. Aussi pour le gouvernement (grec) afin d'être capable de sortir de politiques et d'objectifs qui sont définis en gros sans plan d'action spécifique. Nous avons besoin de discuter du processus maintenant.*

Les propos de Poul Thomsen sont de ceux qui font une quasi-unanimité au sein de l'Eurogroupe. Derrière un langage technique, qui se veut raisonnable et avisé, il y a une vision politique de fer : il n'y a pas d'alternative à l'austérité budgétaire et sociale. Il apporte tous les arguments aux responsables européens pour bloquer toute évolution, toute correction, même à la marge. Budget, mesures sociales, privatisation sont des éléments non négociables. Sa position dure sera considérée comme un des principaux obstacles dans les négociations entre l'Eurogroupe et le gouvernement de Syriza. « *Cela a été une erreur d'impliquer le FMI dans le sauvetage de la Grèce. C'était une demande des Allemands mais cela a considérablement compliqué les choses* », dit aujourd'hui Michel Sapin.

Dans son réquisitoire, Poul Thomsen ajoute deux éléments jamais avancés jusqu'alors. Des éléments qui font peur à tous et qui vont dominer toutes les discussions par la suite. Feignant de découvrir que l'échec du deuxième plan de sauvetage, alors que tout prouve que tout a déraillé dès le deuxième semestre 2014, l'émissaire du FMI en reporte la faute sur le nouveau gouvernement. Une thèse que tous reprendront à sa suite. Cet échec, souligne-t-il, va obliger un troisième plan d'aide. Mais, ajoute-t-il en se ralliant finalement après trois ans de retard de l'analyse d'autres experts du FMI, cela va imposer une restructuration de la dette devenue insoutenable.

En agitant cette menace, Poul Thomsen sait qu'il agite un chiffon rouge au sein de l'Eurogroupe : toute restructuration serait à la charge des États membres de la zone euro. Ceux-ci ne veulent absolument pas entendre parler de cette possibilité, car ce serait avouer à la fois la faillite de leur plan d'aide et les conditions dans lesquelles tout cela a été négocié. En imposant cette condition qu'il sait irréalisable, le FMI trouve ainsi le prétexte de sortir du plan d'aide et laisser le dossier grec à la seule gestion de l'Europe. Il ne participera au troisième plan d'aide signé en juillet 2015.

Jusqu'au bout, les responsables européens tenteront pourtant de garder le FMI à bord. Poul Thomsen connaît cette volonté, ce qui lui permet de remettre en cause l'accord signé entre Moscovici et Varoufákis et de réimposer les technocrates de la Troïka à Athènes.

24 avril – À Riga, on parle du Grexit publiquement pour la première fois

Au fur et à mesure que la réunion se prolonge, les positions se durcissent. Le président de la BCE, Mario Draghi, a commencé à sonner l'alarme sur la situation des banques grecques, et les tensions sur la liquidité qui pèsent sur le système financier. « *Pour l'instant, il n'y a pas de contagion dans le reste de la zone euro* », a-t-il déclaré, sans pouvoir donner des assurances pour l'avenir.

Les reproches fusent contre le gouvernement grec qui était censé donner un programme complet des mesures et réformes lors de cette réunion. Les propositions de Yánis Varoufákis de présenter un programme budgétaire « dynamique » avec quatre à cinq réformes à adopter avant mai sont balayées d'un revers de la main. Très irrités par l'attitude grecque, les responsables ne veulent plus discuter. La rupture est consommée.

Une note blanche a commencé à circuler au sein de l'Eurogroupe évoquant la possibilité d'une sortie provisoire de la Grèce de l'euro. L'idée d'un Grexit est défendue par le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble de longue date, contre l'avis d'Angela Merkel. Elle émerge publiquement dans les débats lors de cette réunion de Riga. Elle est défendue par plusieurs ministres de l'ex-Europe centrale, jusqu'alors très en retrait dans les discussions.

## « Je pense que nous devrions discuter d'un plan B »

---

C'est le ministre slovaque, Peter Kazimir, qui le premier ose briser un tabou : « *Est-il temps de discuter des conséquences ?* », interroge-t-il, en soulignant que les mesures proposées par le gouvernement grec sont indéfendables pour lui. Le ministre slovène Dusan Mramor enchaîne : « *Je pense que nous devrions discuter d'un plan B.* » Le ministre lituanien Rimantas Sadzius poursuit et dresse un véritable réquisitoire contre la Grèce, taillant en pièces au passage toute la ligne française défendue par Michel Sapin de la double légitimité, l'une démocratique issue des scrutins, l'autre tenue par les traités et les alliances au sein de la zone euro.

### Traduction

- *Permettez-moi de vous rappeler que nous avons commencé ces discussions en février en évoquant trois trajectoires possibles avec Pierre Moscovici. J'étais l'un de ceux qui soutenaient que la trajectoire la plus vraisemblable serait la troisième. Nous y sommes.*
- *Pour trouver une voie de sortie à cette situation, nous devons nous rappeler le premier message de Michel Sapin : nous devons respecter la volonté du peuple grec. Aujourd'hui nous avons des motifs pour changer d'approche.*

- *Je dois vous rappeler que le peuple lituanien que je représente n'a pas voté pour l'actuelle majorité au Parlement grec. Nous n'avons même pas eu l'opportunité de présenter le moindre argument pendant cette campagne électorale. Dès lors, nous n'avons aucune obligation à soutenir les mesures et les promesses qui ont été faites au peuple grec. Et je pense que nous avons beaucoup d'arguments en Lituanie pour être critiques face à ces propositions. Comme l'a dit Poul [Thomsen, représentant du FMI – ndlr], une énorme assistance financière va être nécessaire dans les mois à venir. Mais pour négocier chez moi cette aide, il me faut présenter les mesures qui ont été prises, planifiées ou réalisées ou non en Grèce.*
- *Je reprends l'exemple de Peter [Kazimir, ministre slovaque – ndlr] sur le treizième mois pour les retraites. Cela représente un montant équivalent à 1 % du PIB. Si je ne me trompe pas l'ensemble des retraites en Lituanie représente 8 % du PIB, ce qui signifie que le système de retraite grec n'est pas soutenable. Le deuxième exemple, le deuxième problème, dont nous avons discuté, est celui du salaire minimum. Il semble que le sujet soit toujours d'actualité. De mon point de vue, de celui des gens avec qui j'en ai discuté en Lituanie, il est insensé d'étendre le salaire minimum quand le taux de chômage est à 30 % et que le travail au noir représente aussi 30 %, comme nous l'a dit Yánis, dans votre pays.*
- *Ces mesures sont les points les plus évidents qui vont faire discussion en Lituanie si une nouvelle assistance européenne à la Grèce est présentée. Les gens ne connaissent pas l'équilibre structurel, la charge de la dette, etc. Mais ces deux mesures [citées plus haut – ndlr] sont des exemples très concrets, compréhensibles par tous et insupportables particulièrement pour les pays qui ont rejoint la zone euro récemment. Chacun en Lituanie peut désormais comparer ce que nous gagnons par rapport aux autres. La situation en Grèce me fait dire que ce pays vit au-dessus de ses moyens. Qu'arrive-t-il maintenant ? Un manque de liquidités. Je n'appellerai pas cela une tragédie mais un ajustement économique naturel.*
- *La troisième trajectoire peut être soutenable. La Lituanie l'a démontré. Nous avons connu une situation semblable en 2009 quand nous avons perdu le tiers de nos recettes tirées des impôts sur le revenu immédiatement après la crise financière. Nous avons fait en sorte de payer ce que nous devons à partir de nos ressources en prenant la décision souveraine de couper dans les dépenses. Cela n'a pas été simple. Nous avons construit des mécanismes légaux compliqués afin de dédommager les gens dans le futur. C'est toujours une possibilité pour les fonctionnaires si le gouvernement grec estime qu'ils ont été injustement licenciés. Mais toutes ces décisions doivent être prises par les autorités grecques.*
- *Je pense que la souveraineté d'un pays doit être respectée. Mais nous, le reste des pays de la zone euro, avons aussi notre mot à dire parce que ce qui se passe ici affecte aussi nos pays, parce qu'il n'y a pas de contre-pouvoir démocratique. Dans un pays seul, si un gouvernement n'agit pas comme il le devrait, le peuple peut élire un autre gouvernement. Nous n'avons pas une telle possibilité. Mais nous avons la possibilité de dire à nos amis grecs, que nous nous préoccupons beaucoup d'eux, que nous leur souhaitons le plus grand succès mais nous pouvons et devons aussi le donner ce conseil : de prendre les mesures qui s'imposent.*

- *Bien sûr, ils peuvent continuer d'agir comme ils l'entendent pendant un certain temps, qui peut être long, car je ne vois pas un accord de si tôt mais je suis tout à fait d'accord avec la proposition de Jeroem Dijsselbloem de changer les méthodes de discussions, de faire des propositions aux autorités grecques au nom de l'Eurogroupe pour qu'elles agissent différemment et examiner sérieusement les étapes suivantes. Si nous obtenons des résultats dans la démarche, cela nous donnera un signe d'espoir pour obtenir des résultats réels. C'est un prérequis pour accord économique et financier. D'un autre côté, notre conseil serait que la Grèce commence à vivre avec ses seuls moyens, sans compter sur une assistance extérieure. Alors nous verrons que ce qui peut être fait au nom de la solidarité pour améliorer la situation.*

C'est la première grande intervention du ministre des finances lituanien au sein de l'Eurogroupe. Car la Lituanie n'est membre de la zone euro que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Le pays – comme la Lettonie entrée dans l'euro un an auparavant, la Slovénie entrée en 2007 et la Slovaquie entrée en 2009 –, a dû faire de très lourds ajustements économiques pour être admis dans la monnaie unique. D'où un vif ressentiment à l'égard de la Grèce.

Le traitement réservé à Athènes leur semble apporter la démonstration parfaite qu'il existe au sein de l'Union européenne un système de deux poids deux mesures, que les anciens pays de l'Europe de l'Est sont traités comme subalternes par rapport aux pays membres de l'Union européenne depuis sa création. La Grèce, font-ils valoir, n'a pas eu à se soumettre aux mêmes rigueurs et adaptations économiques qu'eux avant d'être admise dans la zone euro, ce qui aurait évité des déraillements économiques qui ont suivi.

Le reproche n'est pas totalement infondé : les pays européens, à commencer par la France qui militait pour la Grèce dans l'Union pour des raisons géopolitiques, ont fermé les yeux à chaque étape de l'intégration sur les retards et dysfonctionnements grecs. Mario Draghi, alors conseiller de Goldman Sachs, n'a pas été le dernier à aider les Grecs en leur proposant des mécanismes financiers leur permettant de masquer la réalité de leur situation financière et de leur endettement afin que la Grèce puisse se qualifier à l'euro.

Mais ce ressentiment est aussi exacerbé par le souvenir de la crise financière de 2008. Alors au bord de l'effondrement, les pays baltes et tous ceux de l'Europe centrale, membres de l'Union européenne mais pas la zone euro, se sont vu refuser le soutien de l'Union européenne et de la BCE, au motif qu'ils ne faisaient pas partie de la monnaie unique. Ceux-ci n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers le FMI, qui leur a imposé ses traditionnels remèdes d'austérité. « *Le refus de la BCE d'apporter son aide afin de leur permettre de stabiliser leur situation financière a été une lourde erreur européenne* », souligne Adam Tooze dans son livre *Crashed*.

Bien que ces gouvernements aient la foi des nouveaux convertis au néolibéralisme depuis la chute du Mur, leurs pays ont payé au prix fort – social et économique – les réformes « structurelles » demandées par le FMI. La seule pensée que la Grèce, qui

bénéficie elle du soutien européen, puisse regimber à appliquer les mêmes mesures leur est insupportable.

C'est oublier qu'Athènes vit sous plan d'austérité continu depuis 2010. C'est oublier aussi qu'à leur différence, la Grèce, comme elle est membre de l'euro, n'a pu procéder à aucune dévaluation monétaire pour atténuer le coût économique et social de ces ajustements et a dû tout mener par dévaluation interne, ce qui a conduit le pays à l'effondrement économique. Le treizième mois de retraite fonctionne ici comme un chiffon rouge : les retraites ont déjà été réduites de 40 % depuis 2010.

Mais la Lituanie comme les autres n'est pas prête à entendre ce type d'argument. Pour elle, les choses sont claires : puisque Athènes, au nom de sa souveraineté, réclame des adaptations par rapport à des règles qui engagent tout le monde, le pays n'a qu'à sortir. Le 25 avril, les trois ministres slovaque, slovène et lituanien prendront publiquement position en faveur d'une sortie de la Grèce de l'euro.



Pierre Moscovici, alors commissaire européen au marché unique et Yanis Varoufakis, le 9 mars 2015. © Emmanuel Dunand/ AFP

18 juin – « Si cette information fuite hors de cette pièce », menace Varoufakis

Les réunions se succèdent, les échéances approchent. La Grèce doit notamment rembourser le FMI le 30 juin et aucune issue ne se dégage. La Commission européenne, le FMI, et la BCE ont établi un nouveau plan – nommé aide-mémoire – révisant certains points du plan d'aide. Mais le blocage est total : la Grèce juge que cela ne va pas assez loin, la majorité de l'Eurogroupe estime qu'il prévoit beaucoup trop de concessions par rapport au plan initial. Tout le monde semble se préparer à un accident.

Au début de la réunion qui se tient au Luxembourg, Mario Draghi a énuméré des chiffres tétanisants : « Les retraits d'argent des banques grecques se sont élevés à 359 millions lundi, 564 millions mardi, 856 millions mercredi, 1,05 milliard aujourd'hui. » « Les banques grecques pourront-elles ouvrir demain » ? a demandé Luis de Guindos, alors ministre des finances espagnol. « Demain oui, car elles ont obtenu une augmentation des fonds de liquidité d'urgence. Mais si vous me posez la question pour lundi, je ne peux pas vous dire », a répondu Benoît Cœuré, vice-président de la BCE

## La Grèce menacée par la crise de liquidités

---

C'est dans cette ambiance dramatique que l'Eurogroupe s'apprête à publier un communiqué constatant l'échec des négociations. Yánis Varoufákis, qui a été exclu des principales négociations à la demande des responsables européens depuis le sommet de Riga, proteste, en tentant de prévenir toute fuite sur la situation dramatique des banques grecques, qui ne peut qu'acculer un peu plus le gouvernement de Syriza.

### Traduction

*Au sujet du communiqué, permettez-moi de dire que placer la charge sur seulement et entièrement sur la Grèce, sans parler des institutions ou aussi du reste de l'Eurogroupe me semble plutôt hypocrite. Spécialement compte tenu du fait, comme Sapin l'a dit, que nous sommes tous responsables en tant qu'élus. De fait, collègues, Christine a indiqué la fin des négociations. Je ne voulais pas en parler avant mais soyons clairs. Ces négociations se sont terminées parce que l'autre partie les a terminées quand ils ont déclaré qu'ils n'avaient pas de mandat pour discuter plus avant sur les objectifs budgétaires [notamment l'excédent budgétaire fixé à 4,5 % sur des années, estimé irréaliste par nombre d'économistes – ndlr] et nos propositions sur la dette. [...] Dans ma présentation, j'ai fait ce qui pourrait être considéré comme une avancée majeure sur le déficit [une supervision hebdomadaire d'un conseil indépendant des recettes et des dépenses publiques et la possibilité d'agir en temps réel pour respecter les critères –ndlr] Et je suis très surpris qu'il n'y ait eu aucune discussion à ce sujet [...] C'est plutôt surprenant pour un forum qui est censé être intéressé par les idées présentées par le gouvernement grec. Pour finir, et c'est très significatif, Jeroen [président de l'Eurogroupe – ndlr], tu as fait allusion à la confidentialité de cette réunion. Permettez-moi de dire que s'il y a des fuites venant de cette réunion, mentionnant que les représentants de la BCE s'interrogent sur le fait que les banques grecques ouvriront lundi, tout en donnant les assurances qu'elles ouvriront demain, si tout cela fuite à l'extérieur, notre gouvernement considérera cela comme un acte hostile et je crois que cela posera la question de l'intégrité de ces réunions.*

Cela a naturellement fuité, constatera par la suite Yánis Varoufákis. Sa lecture très politique cependant doit être nuancée. Même si la volonté de forcer le gouvernement grec à la capitulation, voire de pousser la Grèce hors de l'euro, est manifeste parmi certains membres de l'Eurogroupe, la situation des banques grecques est connue et surveillée par tout le monde financier depuis un bon moment. Les chiffres circulent

partout. La population grecque en est la première consciente. Avertie par le précédent de Chypre, elle s'est précipitée pour retirer son argent des banques. La panique est visible partout.

Au lendemain de l'annonce d'un référendum, la BCE imposera le 27 juin au gouvernement grec la fermeture des banques et des marchés, un contrôle des capitaux, une limitation des retraits à 60 euros par jour. Ces mesures resteront en vigueur pendant plus de deux mois.



Wolfgang Schäuble, ministre allemand des finances et Pierre Moscovici le 27 juin © Wiktor Dabkowski / dpa Picture-Alliance/ AFP

24 Juin – Schäuble : « Je l'ai déjà inscrit dans mon budget »

Wolfgang Schäuble est le poids lourd au sein de l'Eurogroupe. Pourtant, le ministre allemand des finances parle peu lors des réunions et généralement à la fin, préférant faire avancer ses idées dans les couloirs, en s'appuyant sur des ministres qu'il a déjà convaincus.

Ce 24 juin, pourtant, le ministre éprouve le besoin de parler plus longuement que d'habitude. Les circonstances sont exceptionnelles. Le Grexit, que le ministre allemand des finances souhaite depuis des mois, semble inévitable.

Pour lui, il est temps d'en finir, se faisant le porte-parole des ministres lassés et épuisés par ces réunions interminables – il y a alors quasiment un Eurogroupe tous les deux jours – qui n'aboutissent à rien.

*Traduction*

- *J'aimerais dire, comme Luis l'a signalé, que créer de fausses attentes est dangereux. Il y a un grand risque d'accroître la volatilité [sur les marchés – ndlr] à cause de fausses perceptions, de mauvais signaux que nous avons envoyés. Nous devons être beaucoup plus prudents. À ce sujet, j'ai été un peu surpris quand j'ai suivi la conférence de presse à l'issue de notre dernière réunion de lundi [le 22 juin 2015 – ndlr]. Je me suis demandé si j'avais assisté au même Eurogroupe. Parce que l'atmosphère de cette conférence de presse était beaucoup plus positive que ne l'avaient été nos discussions.*
- *Deuxième remarque. Je pensais que nous avancerions plus rapidement. Je n'aime pas passer trop de temps dans les Eurogroupe. Certains d'entre nous ont aussi d'autres calendriers, d'autres obligations. Bruxelles, c'est joli mais je ne peux y passer tout mon temps en attendant de trouver un accord.*
- *Dans les journaux, on parle beaucoup des créanciers. Mais les créanciers, c'est vous, ce sont les États-membres de la zone euro. Il n'y a pas d'autres créanciers. Nous avons un programme, un mécanisme de stabilité. Tout cela est encadré. Nous avons des règles, des règles nationales. C'est notre sujet et nous devons en référer à nos Parlements*
- *Mais nous ne nous prononcerons pas tant qu'il n'y a pas de recommandation faite par l'Eurogroupe. Nous avons demandé aux trois institutions [Commission européenne, BCE, FMI – ndlr] d'arrêter un programme qui leur permettent de s'engager [à soutenir la Grèce – ndlr], de créer les conditions d'un redressement, assorti de conditions. Nous leur avons demandé d'étudier la situation, de faire des modèles. Mais le mandat, la base c'est le MoU et la décision du 20 février [date de l'accord entre l'Eurogroupe et le nouveau gouvernement de Syriza, élu en janvier 2015, pour réviser certains termes et mesures du plan de sauvetage – ndlr]. La dette qui n'est pas soutenable, les besoins financiers, sans parler de la suggestion de Yánis sur les obligations SMP [securities market program. Programme de rachat d'obligations d'État lancé par la BCE en mai et juin 2010 en vue de calmer la première crise de l'euro – ndlr], tout cela n'entra pas dans le cadre [des négociations – ndlr].*
- *Il y a d'énormes lacunes et tout le monde convient que la négociation pour les combler relève des États membres. J'exhorte vivement les institutions à ne pas approuver quoi que ce soit d'autre. Cela doit être discuté et décidé par l'Eurogroupe. Nulle part ailleurs. J'ai beaucoup d'idées sur le sujet mais je dois vous rappeler que nous sommes tenus par nos mandats. Je n'aime pas cette procédure [discussion parallèle des institutions – ndlr]. Nous verrons. Mais s'il existe un doute, ne pensez pas que vous pouvez trouver une solution. Les négociations doivent se passer au sein de l'Eurogroupe.*
- *Je n'ai pas de mandat pour négocier des aménagements, y compris notamment le transfert des obligations dans le cadre du programme du SMP. Je dois prendre les profits liés à ce programme SMP dans mon budget. C'est ce qui est prévu dans le cadre de l'agrément. J'ai beaucoup d'idées sur la flexibilité, les lignes de crédit, la restructuration de la dette [qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre d'une révision du plan de sauvetage de la Grèce – ndlr] Mais le mandat c'est le MoU. Les institutions doivent négocier sur cette base.*

Rarement, la position allemande n'a été exprimée avec autant de franchise. D'une certaine façon, elle ressemble à celle de Margaret Thatcher dans les discussions européennes : « *I want my money back.* » Berlin est sur la même position. « *La Grèce ne coûtera rien à l'Allemagne. Elle remboursera tout* », a promis Angela Merkel au début de la crise grecque. Et c'est cet engagement qu'entend faire respecter Wolfgang Schäuble. Rompant avec les engagements pris par les Européens, il exige que les plus-values réalisées par la BCE sur les titres grecs qu'elle a rachetés, lui soient reversées et non pas à la Grèce, comme cela avait été prévu à l'origine. « *Je les ai déjà inscrites dans mon budget* », prévient-il sans qu'aucun ministre ne relève ou ne discute cette décision.

La Grèce n'a rien coûté aux Allemands. L'Allemagne a même été la plus grande bénéficiaire de cette crise. L'effondrement de la Grèce a obligé la BCE à maintenir une politique monétaire très accommodante pour l'ensemble de l'euro, ce qui a provoqué une chute de la monnaie unique par rapport au dollar. Les exportations européennes, à commencer par les exportations allemandes, ont bénéficié de fait d'un surcroît de compétitivité monétaire, alors que l'euro est déjà sous-évalué pour les productions allemandes. Dans le même temps, afin de circonscrire la crise de la zone euro, la Banque centrale a instauré une politique de taux bas puis négatifs, ce qui a permis de soutenir l'activité et les investissements dans toute l'Europe. Enfin, l'Allemagne a bien récupéré, comme les autres mais plus que les autres, compte tenu des clés de répartition de la BCE, les plus-values réalisées sur la dette grecque. Selon les chiffres du ministère des finances allemand donné au Bundestag, les bénéfices liés aux intérêts de la dette grecque se sont élevés à un total de 2,9 milliards d'euros entre 2010 et 2017.